

Communiqué

Crise sanitaire, politique, économique... Le vrai virus, c'est le capitalisme !



Le 11 mai 2020 a marqué le début du déconfinement en France, après deux mois de vie sociale et d'activité économique (partiellement) mises à l'arrêt. Rappelons que l'application de ce confinement a été très inégalitaire : pendant que les cadres des entreprises travaillaient depuis leur confortable logement, les petites mains continuaient de s'affairer sur les chaînes de montage des usines, derrière les caisses des supermarchés ou sur des vélos pour livrer des repas, avec des protections sanitaires insuffisantes ou inexistantes.

Sans surprise, le déconfinement sera tout autant inégalitaire que le confinement : le port du masque va être rendu obligatoire dans bien des cas, mais les masques, eux, ne seront pas gratuits. Ils vont même lourdement grever le budget des familles modestes. C'est encore la sacro-sainte loi du marché qui va prévaloir ! Pour l'UCL, cela démontre une fois de plus la nécessité d'une socialisation de la production du matériel médical et de prévention, et sa distribution gratuite et régulée, en fonction des besoins de chacune et de chacun.

Par ailleurs, les périodes troublées sont généralement l'occasion pour les partisans de l'ordre autoritaire et techno-sécuritaire d'aller plus en avant vers des mesures et lois liberticides. Le gouvernement français n'a pas été le dernier pour imaginer les solutions politiques et technologiques les plus effrayantes : état d'urgence sanitaire très permissif pour l'aspect politique, applications de traçage et drones pour l'aspect technologique. De la même façon que les mesures exceptionnelles de l'état d'urgence post-attentats sont devenues la norme, il n'est pas impossible que les mesures prises au cours de cette crise sanitaire perdurent longtemps après la fin de l'état d'urgence sanitaire. Ce n'est pas acceptable !

La crise sanitaire va également provoquer une crise économique sans précédent : l'arrêt brutal de plusieurs pans de l'économie pendant de longues semaines vont engendrer une hausse des licenciements et augmenter la pression sur les salarié-es avec la peur du chômage. Cette situation est largement la conséquence d'un choix du gouvernement de se positionner du côté de la défense des intérêts capitalistes, du patronat et de leurs actionnaires, sacrifiant une fois de plus les travailleurs lors de chaque crise économique.

Ainsi, si le Covid-19 constitue une vraie menace, l'organisation politique et économique de nos sociétés a rendu cette crise sanitaire bien plus grave qu'elle n'aurait pu l'être. Le capitalisme favorise la compétition et la cupidité face à la solidarité et au partage. Cela ne peut plus durer ! Il est grand temps de changer les règles en commençant par la socialisation du système de santé et des industries pharmaceutiques. Plus généralement, tous les biens et les services indispensables à la vie de la population doivent être gérés par les travailleuses et des travailleurs et certainement pas par des politiciens corrompus et les spéculateurs financiers. La solidarité doit être à la fois notre but et le moyen d'y parvenir. Reprenons le contrôle de nos conditions de vie !

Poitiers, le 17 mai 2020